



**Caisse  
des Dépôts**  
GROUPE



# Activité de la Commission de surveillance en 2025





# Sommaire

Composition de la Commission  
de surveillance du Groupe  
Caisse des Dépôts

2

Mot du Président  
de la Commission  
de surveillance

3



## Activité de la Commission de surveillance

- Chiffres clés ..... **4**
- Organigramme du Groupe Caisse des Dépôts ..... **6**
- La Commission de surveillance veille à ce que le Groupe Caisse des Dépôts accomplisse ses missions ..... **7**
- La Commission de surveillance au cœur des grands enjeux du pays ..... **10**
- Perspectives ..... **13**



Les comités spécialisés

16

# Composition de la Commission de surveillance du Groupe Caisse des Dépôts

au 31 décembre 2025



**Jean-René Cazeneuve**

Président de la Commission de surveillance

Député de la 1<sup>re</sup> circonscription du Gers



**Marie Lebec**

Députée de la 4<sup>e</sup> circonscription des Yvelines



**Estelle Mercier**

Députée de la 1<sup>re</sup> circonscription de Meurthe-et-Moselle



**Arnaud Bazin**

Sénateur du Val-d'Oise



**Viviane Artigalas**

Sénatrice des Hautes-Pyrénées



**Emmanuelle Auriol**

Personnalité qualifiée nommée par la Présidente de l'Assemblée nationale



**Denis Duverne**

Personnalité qualifiée nommée par la Présidente de l'Assemblée nationale



**Lucie Muniesa**

Personnalité qualifiée nommée par la Présidente de l'Assemblée nationale



**Jérôme Bascher**

Personnalité qualifiée nommée par le Président du Sénat



**Evelynne Ratte**

Personnalité qualifiée nommée par le Président du Sénat



**Marie-Claire Capobianco**

Personnalité qualifiée de l'État



**Jean-Marc Janailac**

Personnalité qualifiée de l'État



**Marc Le Fur**

Personnalité qualifiée de l'État



**Gabriel Cumengo**

Représentant du directeur général du Trésor



**David Blé**

Représentant du personnel



**Estelle Le Bihan**

Représentante du personnel

# Mot du Président



**Jean-René  
Cazeneuve**

Président de  
la Commission  
de surveillance

Député de la  
1<sup>re</sup> circonscription  
du Gers

**La Commission de surveillance veille, en toute indépendance, à ce que la Caisse des Dépôts accomplisse les missions qui lui sont confiées par la loi** et à ce que le groupe public qu'elle forme avec ses filiales exerce ses activités d'intérêt général et ses activités concurrentielles au service du développement économique du pays. Elle assure la défense des intérêts patrimoniaux du Groupe (1 393 Md€ de bilan agrégé) et garantit son autonomie. Organe collégial, sa composition mêlant parlementaires, personnalités qualifiées et représentants du personnel et de l'État permet l'équilibre des débats et des décisions.

**Depuis l'entrée en vigueur de la loi « Pacte » en 2020**, ses prérogatives ont été renforcées et se rapprochent de celles d'un conseil de surveillance ou d'un conseil d'administration, bien qu'elle demeure un organe atypique. La Commission de surveillance impulse, accompagne, et sécurise l'action de la Caisse des Dépôts, en particulier sur ses trois grandes orientations stratégiques : la transformation écologique et énergétique, dans laquelle le Groupe a prévu d'engager 130 Md€ d'ici fin 2028, la cohésion sociale et territoriale, illustrée notamment par des financements massifs dans le secteur du logement social et de la politique de la ville, et enfin le développement économique et la souveraineté.

**Dans un contexte d'évolution des priorités stratégiques nationales**, la Commission de surveillance veille à ce que le Groupe prenne pleinement sa part pour contribuer aux politiques publiques. En matière de souveraineté, elle a ainsi autorisé la création du fonds Défense porté par Bpifrance, afin de soutenir notre base industrielle et technologique de défense. Elle accorde également un intérêt tout particulier aux évolutions du groupe la Poste, acteur essentiel de la cohésion sociale et territoriale, confronté à une profonde transformation de ses missions de service public et de son modèle économique. Enfin, la Commission de surveillance s'assure de la capacité de la CDC à mobiliser toute l'épargne réglementée nécessaire au service du financement du logement social et, dans le futur, du nouveau nucléaire français, et examine avec attention les évolutions de la collecte du Livret A, dont la décollecte observée à compter de septembre 2025 appelle une vigilance et une anticipation accrues.

**Alors que l'année 2025 a été marquée par un environnement national et international particulièrement instable**, la Caisse des Dépôts a ainsi démontré sa résilience et sa capacité à incarner la fiabilité et le temps long, pour demeurer un repère de stabilité de l'action publique pour nos concitoyens, ainsi que pour les décideurs locaux ou nationaux.

**Au nom de l'ensemble des Commissaires surveillants, je tiens enfin à exprimer ma reconnaissance à l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs du Groupe**, qui s'acquittent chaque jour avec engagement de leurs missions d'intérêt général, défendant avec énergie l'indépendance et la singularité de notre institution. Nos déplacements sur le terrain nous ont permis de mesurer le caractère essentiel de la présence de la Caisse des Dépôts dans tous les territoires, grâce au travail quotidien de ses équipes aux côtés des acteurs locaux.

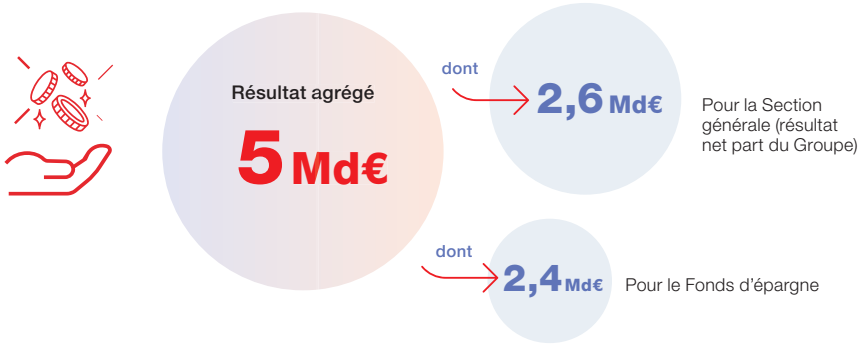


Un modèle  
unique de  
gouvernance

# Activité de la Commission de surveillance

## Chiffres clés 2025

La Commission de surveillance a approuvé les comptes du Groupe CDC et du Fonds d'épargne.



La Commission de surveillance a validé la contribution totale du Groupe et du Fonds d'épargne au budget de l'État.

12 opérations d'investissement/désinvestissement autorisées

La Commission de surveillance a contribué à sécuriser l'épargne des Français.

**3,3 Md€**  
au titre de 2025

Montant total de  
**5,4 Md€**  
(investissements et cessions confondus)

**407 Md€**  
de dépôts sur le livret A,  
le LDDS, le LEP  
centralisés à la CDC

## La Commission de surveillance, au cœur des grands enjeux d'actualité



Dans le secteur  
du logement  
et de la  
politique  
de la ville



Encours prêts 2025  
de la CDC de près de  
**203,4 Md€**

**32,4 Md€**  
de nouveaux prêts en 2025  
(logement, politique de la ville,  
collectivités)

Plus de **277 000 personnes**  
logées dans les logements sociaux  
et intermédiaires financés/acquis



Dans la  
transition  
énergétique  
et écologique



Objectif rehaussé à

**130 Md€**

d'ici à 2028,

dont **35,3 Md€**  
mobilisés en 2025

(rénovation thermique, réseaux d'eau,  
énergies renouvelables, etc.)



Services  
aux citoyens



**9,9M**

de personnes  
accompagnées  
dans leur usage  
du numérique

**9,9M**

de dossiers de formation  
financés à fin 2025,  
dont **1,4M**  
de nouveaux dossiers

### Souveraineté

Fonds défense

**450 M€** pour renforcer le financement  
de l'industrie et les infrastructures associées

Numérique

**21,4 Md€**  
investis  
entre 2021 et 2025

**18 Md€**  
de mobilisation  
financière  
supplémentaire  
d'ici à 2030

Industrie

**12 100**  
entreprises soutenues

**1 Md€** mobilisé  
par la Banque  
des Territoires  
dans le cadre  
du programme  
*Territoires d'industrie*



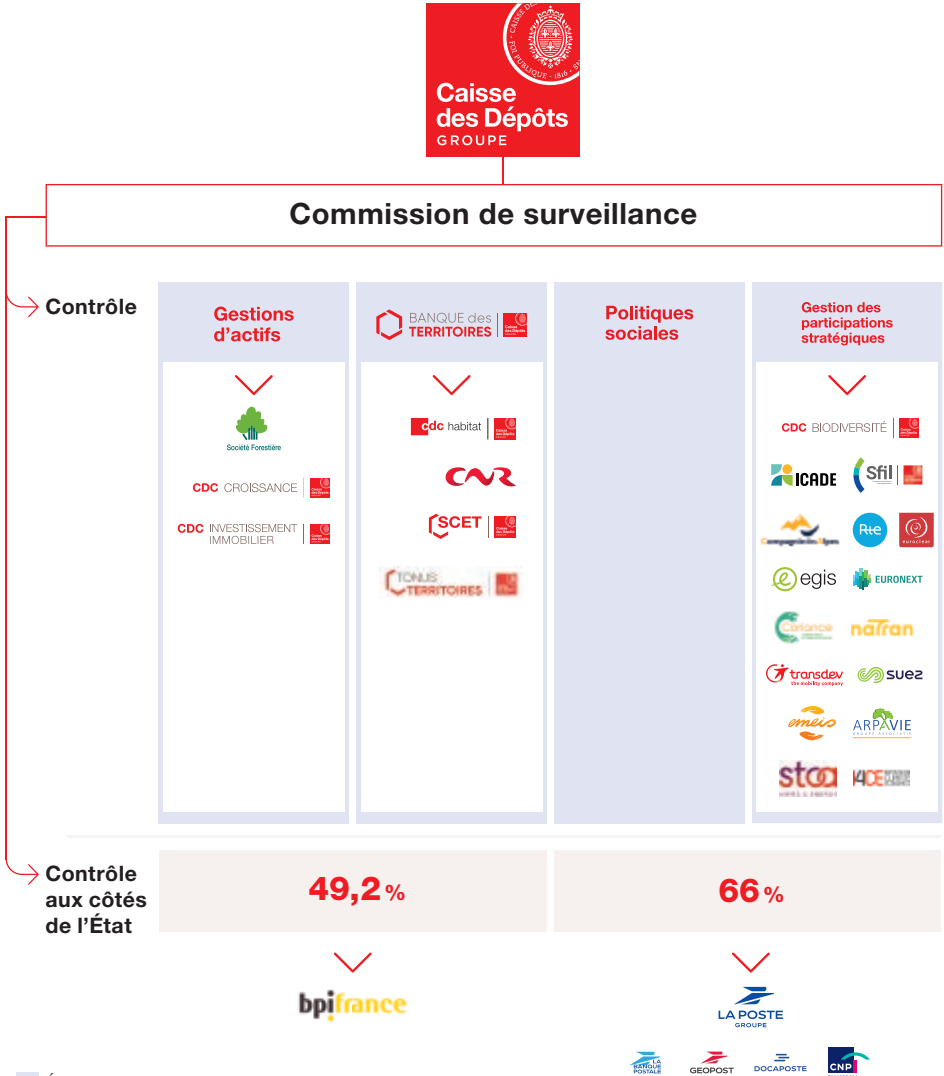
Grand âge  
et santé

**25 Md€**  
investis  
par la CDC  
d'ici 2030

**507**  
établissements  
et habitats pour  
personnes âgées  
financés  
en France

# Organigramme du Groupe Caisse des Dépôts

Les prérogatives de la Commission de surveillance s'appliquent à l'ensemble des directions et des filiales et participations stratégiques du Groupe CDC.



Le terme « contrôle » ne s'entend pas au sens économique mais au sens des prérogatives de la Commission de surveillance.



## **La Commission de surveillance veille à ce que le Groupe Caisse des Dépôts accomplisse ses missions**

Depuis sa création, la Commission de surveillance a pour rôle de veiller à ce que la Caisse des dépôts et consignations (CDC) accomplisse ses missions, prévues par la loi, et que le groupe public qu'elle forme avec ses filiales exerce ses activités d'intérêt général et ses activités concurrentielles au service du développement économique du pays. Ses attributions dans ce domaine ont été renforcées par la loi Pacte promulguée en mai 2019.

### **La Commission de surveillance donne à la CDC les moyens financiers de son action**

La Commission examine et adopte le projet de budget de l'Établissement public, proposé par le Directeur général, dans toutes ses composantes (dépenses liées aux ressources humaines, systèmes d'information, immobilier, subventions...).

Le budget 2026 adopté est le résultat d'un dialogue exigeant avec la Direction générale. La Commission de surveillance a pleinement usé de ses prérogatives en matière budgétaire en questionnant tous les paramètres du budget (hypothèses macro-économiques, effectifs, gains de productivité...) avant de le soumettre pour approbation au ministre chargé de l'Économie et des Finances. À la demande de la Commission de surveillance, le projet de budget 2026 a également été complété pour la première fois d'un « budget carbone » détaillant l'impact environnemental des dépenses.

Que ce soit à l'occasion de l'examen du projet de budget ou de l'exécution budgétaire en cours d'année, la Direction générale est liée par l'adoption de la Commission et doit présenter un nouveau projet si cette dernière soulève des objections.



# Investissement

## **La Commission de surveillance veille aux intérêts patrimoniaux de la CDC en autorisant toute opération significative d'investissement ou de cession**

Son comité des investissements (CDI) examine tous les projets d'investissement ou désinvestissement du Groupe supérieurs à 150 M€ : acquisitions, cessions, mais également réponses aux appels d'offre les plus importants, soit 12 opérations en 2025. Le comité veille notamment à la cohérence stratégique des opérations et au respect des intérêts patrimoniaux de la Caisse des Dépôts.

Cette activité s'inscrit d'une part dans une vision dynamique du portefeuille des participations du Groupe, avec une rotation des actifs qui se poursuit en 2025 (notamment au sein de Bpifrance). D'autre part, le CDI a approuvé plusieurs opérations permettant le développement des filiales du Groupe, notamment la croissance de CNP Assurances sur le marché brésilien, la consolidation du positionnement de la Compagnie des Alpes sur des domaines skiables clés ou la recapitalisation de plusieurs filiales du groupe La Poste, dans une logique de renforcement de leur situation financière.



DSP la Plagne

## **La Commission de surveillance joue un rôle clé dans la préservation de l'épargne des Français et dans la maîtrise des risques du Groupe**

Par ses décisions, elle protège les fonds déposés sur le Livret A et les autres livrets d'épargne réglementée (LDDS et LEP) en s'assurant qu'ils sont gérés avec des risques maîtrisés. La Commission de surveillance accorde une attention particulière à la bonne utilisation de l'épargne des Français au service de l'intérêt général, dans un contexte d'évolution des emplois du Fonds d'épargne (augmentation record des prêts aux organismes



# Confiance

de logement social et au secteur public local, réflexions sur le financement des réseaux d'électricité et du nouveau nucléaire français) et de décollecte<sup>1</sup> sur les livrets d'épargne réglementée.

Plus largement, l'instance examine les différents risques inhérents à l'activité du Groupe, par exemple sur les risques cyber, climatique ou d'image. Ces activités sont déterminantes pour préserver la capacité d'intervention du groupe Caisse des Dépôts, notamment son rôle contractuel.



Rendre  
l'épargne utile

## La Commission de surveillance veille à l'exemplarité de la CDC

Elle est particulièrement attentive aux thématiques environnementales, de cohésion sociale et de gouvernance (ESG) et pousse la CDC à faire preuve d'ambition dans ces domaines, notamment s'agissant des dispositifs en matière de déontologie et d'anticorruption, de la transparence sur les enjeux climatiques, ou encore de la politique RH.

Sous l'impulsion de la Commission de surveillance, la Caisse des dépôts avait décidé d'appliquer dès 2024 les dispositions de la CSRD (*Corporate Sustainability Reporting Directive*). L'instance a ainsi approuvé le premier rapport de durabilité du Groupe en juillet 2025, tout en relevant la nécessité de maintenir un niveau d'ambition élevé en matière de reporting environnemental, social et de gouvernance et de faire de ce rapport un levier de transformation et un outil de pilotage de la stratégie ESG.

La Commission respecte les dispositions en matière d'égalité femmes/hommes, puisque sa composition était exactement paritaire à fin décembre 2025, au-delà de l'objectif de 40% fixé par la loi.

<sup>1</sup> L'année 2025 a été marquée par une baisse des fonds déposés sur les livrets d'épargne réglementée, notamment le Livret A.



## La Commission de surveillance au cœur des grands enjeux du pays



### Une instance pleinement impliquée dans les politiques du logement

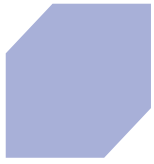
Mission historique de la Caisse des Dépôts, le financement de la construction et de la rénovation des logements sociaux est assuré par la transformation des dépôts du Livret A, du LDDS et du LEP en prêts de long terme aux organismes de logement social. Fin 2025, l'encours des prêts de la Caisse des Dépôts au secteur du logement social et de la politique de la ville s'élève à 203,4 Md€. En 2025, 32,4 Md€ de nouveaux prêts ont été accordés au secteur du logement social et au secteur public local, ce qui représente une année record. La Commission suit donc tout particulièrement l'implication du Groupe dans cette politique publique à la confluence de la cohésion sociale et territoriale et de la transformation écologique, avec la rénovation énergétique des bâtiments.

La crise du logement et les besoins importants du pays en matière de production neuve et de rénovation thermique constituent un point de vigilance pour la Commission de surveillance, qui invite la CDC et ses filiales immobilières (CDC Habitat et Icade) à massifier leur action compte tenu des difficultés ou des réticences des autres grands acteurs du secteur.

Le programme AGiLE (« agir en faveur du logement étudiant »), initié en mai 2025 par la Banque des territoires en coopération avec plusieurs filiales du Groupe (CDC Habitat, Icade, La Poste Immobilier, La Banque Postale et le groupe Scet), ainsi que des partenaires nationaux et territoriaux, est emblématique de l'action de la CDC dans ce domaine. Ce programme a pour objectif de créer 75 000 logements étudiants d'ici à 2030 et mobilisera 5 Md€, dont 3,5 Md€ de prêts sur Fonds d'épargne et 1,5 Md€ d'investissements en fonds propres de la Banque des Territoires et de filiales du groupe Caisse des Dépôts, notamment Icade et CDC Habitat.



**5 Md€ pour financer 75 000 places de logements étudiants**



# Transition écologique

## La transition écologique et énergétique : une ambition et des actions portées par la Commission de surveillance

La transition écologique et énergétique constitue l'une des préoccupations majeures de la Commission. Elle veille à ce que l'ensemble des activités du Groupe s'alignent avec la trajectoire de limitation à 1,5 °C du réchauffement climatique : investissements directs dans la transformation écologique, énergie, transports, prêts au secteur public local et aux organismes de logement social, notamment pour la rénovation énergétique des bâtiments. Afin d'assurer le respect de cette trajectoire, la CDC a encore accru son effort financier en faveur de la transition énergétique, en prévoyant d'y consacrer 130 Md€ entre 2024 et 2028 (contre 100 Md€ initialement).

**5615 projets  
lancés,  
concernant  
près de  
2 millions  
d'élèves  
et étudiants**



**EduRénov**

À travers les travaux de son comité RSE et éthique, la Commission de surveillance accompagne la mise en place des plans de transition du Groupe vers la neutralité carbone à horizon 2050, présentés dans le rapport de durabilité.

Sur le terrain, la Commission de surveillance suit avec attention le déploiement du programme « EduRénov » lancé en 2023. Initialement concentré sur la rénovation énergétique des écoles et bâtiments scolaires, son périmètre a été étendu en juillet 2025 aux équipements sportifs, avant une ouverture ultérieure aux équipements culturels. Cette évolution s'inscrit pleinement dans la raison d'être du programme : soutenir la transformation des bâtiments au bénéfice des collectivités et des usagers. À fin 2025, le programme a permis de lancer 5 615 projets, concernant près de 2 millions d'élèves et étudiants. Le déploiement d'EduRénov se poursuit sur un rythme dynamique en 2026.



# Cohésion

## La Commission de surveillance participe à l'amélioration de la qualité de vie des Français

Priorité de l'instance, la cohésion sociale et territoriale se traduit par la fourniture de services aux citoyens : formation (avec la gestion du Compte personnel de formation), retraites (la CDC est le principal opérateur des retraites publiques), usage du numérique, accessibilité, etc. Dans ce cadre, la Commission de surveillance porte une attention particulière au cadre de vie des Français et leur accès aux services de proximité.

L'empreinte sociale du Groupe a ainsi été examinée par la Commission de surveillance, qui a relevé cette très grande diversité des actions de la CDC, à la fois par la taille, le domaine d'activité, le mode opérationnel et la présence territoriale, ainsi que son rôle structurant et déterminant dans les domaines clés que sont le logement, le secteur hospitalier et le secteur public local.

# Défense



Investir dans  
des entreprises  
de la défense  
avec Bpifrance

## La Commission de surveillance soutient l'effort du Groupe dans le secteur de la défense

La Commission de surveillance veille à ce que l'action du groupe en ce domaine (40 Md€ d'engagements de la part de Bpifrance, SFIL, CDC Habitat ou la gestion d'actifs de la CDC) réponde aux besoins spécifiques des entreprises du secteur et mobilise les moyens nécessaires en étroite coordination à l'échelle européenne. Elle a ainsi autorisé en juillet 2025 le lancement du Fonds Bpifrance Défense, d'un montant cible de 450 M€, qui vise à mobiliser l'épargne française vers ce secteur stratégique et à répondre à un enjeu de souveraineté française et européenne, illustrant le soutien spécifique du groupe Caisse des Dépôts aux entreprises et à l'écosystème de la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD).

## Perspectives



S'agissant des perspectives de développement du Groupe, la Commission de surveillance appelle la CDC à porter une vision de long terme. La Commission insiste sur l'importance de disposer d'une mesure fiable et exhaustive de l'impact des moyens engagés et de la réalisation des objectifs stratégiques présentés. Elle délibère chaque année sur les orientations stratégiques de l'Établissement public et de ses filiales.

## Souveraineté et développement des entreprises

Face aux besoins du pays, la Commission de surveillance se concentre sur la stratégie de la CDC en matière de souveraineté des infrastructures essentielles, dans les domaines de l'industrie, des transports, du numérique et de la finance.

Cette stratégie mobilise de nombreuses entités du Groupe dont Bpifrance, la Banque des Territoires, le groupe La Poste, RTE et NàTran, Euronext et Euroclear. Leurs interventions sont complémentaires : apport en capital et prêts, offre de services bancaires, développement de l'attractivité du territoire en finançant l'aménagement et les infrastructures, projets dans les domaines de l'identité numérique et ou encore de la cybersécurité. La Commission de surveillance encourage le Groupe à se doter d'objectifs ambitieux afin d'améliorer l'autonomie de la France dans ces secteurs stratégiques. Elle demeure vigilante quant au suivi des risques associés aux projets, notamment sur le plan financier.

S'agissant plus particulièrement des réseaux d'électricité, la Commission de surveillance a invité la CDC à renforcer son accompagnement de RTE dans un contexte de besoins d'investissements importants, compte-tenu du caractère essentiel de ces derniers pour la transition écologique et énergétique, la sécurité des approvisionnements et la transition du système électrique français.

## Grand âge et santé

Les politiques en faveur du grand âge et de la santé sont une priorité affichée pour la Commission de surveillance. Le groupe Caisse des Dépôts a prévu d'y investir 25 Md€ sur la période 2025-2029, notamment pour financer la création de lits, en EHPAD ou dans d'autres structures d'hébergement, l'adaptation des logements, l'accès à la santé.



CP Emeis



**280 000**  
résidents, patients  
et bénéficiaires  
accueillis  
chaque année

Face au vieillissement de la population et aux nouveaux besoins qui en découlent, la Commission de surveillance accompagne la structuration des interventions du Groupe CDC dans le domaine du grand âge et de la santé. Elle insiste sur la nécessité de déployer une offre de services intégrée et cohérente avec les politiques publiques en place, notamment s'agissant du maintien à domicile des personnes âgées. Elle veille à ce que les interventions du Groupe contribuent à la réduction des fractures sociales et territoriales, en se concentrant au plus près des besoins des territoires, et en priorisant les secteurs et les populations les plus fragiles.

Dans le cadre de sa délibération annuelle sur la mise en œuvre des missions d'intérêt général de la Caisse des dépôts, la Commission de surveillance a ainsi accordé une attention particulière aux mandats gérés par la direction des politiques sociales dans le domaine de la santé et de l'autonomie.

S'agissant plus particulièrement d'Emeis (anciennement ORPEA), dont la CDC est actionnaire à hauteur de 22,4% depuis 2023, la Commission de surveillance continue d'accompagner le redressement de la trajectoire financière de la société et le déploiement d'un modèle social plus éthique et inclusif. L'instance a salué les premiers résultats de cette nouvelle stratégie, qui a conduit notamment à une sortie anticipée d'Emeis de sa procédure de sauvegarde accélérée.



# Soutien

## Numérique

La Commission de surveillance porte un intérêt particulier au numérique, au vu de l'importance des enjeux en matière de souveraineté et de compétitivité, ainsi que des risques associés. Acteur historique du secteur, la Caisse des Dépôts contribue avec la Banque des Territoires au déploiement d'infrastructures Très Haut Débit, agit comme opérateur de politiques publiques pour compte de tiers, notamment *via* Bpifrance, et est présente sur l'ensemble de la chaîne de valeur, des infrastructures (data centers), aux usages, par exemple à travers Mon Compte Formation, géré par la Direction des politiques sociales. Parmi ces multiples interventions du Groupe, la Commission de surveillance a notamment examiné en 2025 la stratégie digitale du groupe La Poste, avec une attention spécifique à l'offre digitale Santé/Grand Age proposée par La Poste.

Sur la période 2022-2025, l'effort financier du Groupe dans le numérique est estimé à 21,4 Md€. En 2025, le groupe Caisse des Dépôts a engagé un nouveau cycle stratégique pour faire du numérique un levier d'impact majeur au service de la performance, de la souveraineté et de la durabilité, avec un engagement de 18 Md€ dans la souveraineté numérique dans le cadre du plan « Horizon numérique 2030 ». Dans ce contexte, la Commission de surveillance est particulièrement attentive au déploiement de cette politique avec un haut degré de sécurité (dispositifs de maîtrise des risques cyber, fuites de données, respect des procédures RGPD).



**Transformation  
et souveraineté  
numériques**

# Les comités spécialisés

Ils ont vocation à approfondir et à préparer le travail sur des sujets techniques en amont des séances plénières de la Commission de surveillance.

Un membre de la Commission de surveillance est chargé de rapporter une synthèse des travaux, qui fera l'objet d'un avis rendu collégialement en séance plénière.



**Les comités spécialisés** approfondissent et préparent le travail



**Un des membres de la commission** rapporte une synthèse

**11**  
séances plénières

**72**  
avis-délibérations

→ **7**  
comités

## Audit et Risques (CAR)

**MISSIONS** : examen des budgets, comptes sociaux et consolidés, modèle prudentiel, fonds propres, CRIS et versement à l'État.

→ **12**  
comités

## Investissements (CDI)

**MISSIONS** : approuver les opérations d'investissement ou de désinvestissement de l'Établissement public et du Groupe au-delà de 150 M€.

→ **10**  
comités

## Stratégiques (COSTRAT)

**MISSIONS** : examen des orientations stratégiques de l'établissement public et de ses filiales et s'assurer de la cohérence de leur champ et modalités d'intervention avec les missions de la CDC.

→ **5**  
comités

## Fonds d'épargne (CFE)

**MISSIONS** : examen des comptes du Fonds d'épargne, conditions de sa collecte, coût, emplois, équilibre de gestion, prélèvement de l'État, risques, modèle prudentiel et contrôle interne.

→ **5**  
comités

## RSE et éthique (CRSEE)

**MISSIONS** : examen des engagements et politiques du Groupe en matière de responsabilité sociale, sociétale et environnementale et dans le domaine de l'éthique, ainsi que des éléments de performance extra-financière, suivi de la mise en place de la CSRD (rapport de durabilité).

→ **3**  
comités

## Nominations et des Rémunérations (CNR)

**MISSIONS** : échange sur les nominations au sein du Comex de l'Établissement public et des présidents et directeurs généraux des filiales majoritaires ou influentes du Groupe ; examen de la politique de rémunération, conformité aux principes généraux, examen des dispositifs de rémunération des cadres dirigeants et preneurs de risques.

→ **7**  
comités

## CAR-CFE

**MISSIONS** : examen des sujets d'intérêt commun aux deux comités : risques, contrôle interne et audit, recommandations de la Cour des comptes.





Commission de surveillance  
Groupe Caisse des Dépôts  
27 quai Anatole France – 75007 Paris  
[commissiondesurveillance@caissedesdepots.fr](mailto:commissiondesurveillance@caissedesdepots.fr)